



Installation d'entreprises

Deux atouts de Genève s'avèrent très menacés

La Chambre de commerce et d'industrie dévoile «une étude qui bat en brèche quelques clichés»

Philippe Rodrik

A l'occasion de son 150^e anniversaire, la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) a pris soin d'organiser hier à Palexpo une magnifique Journée de Genève. Environ 1200 personnes y ont participé, représentant de grands noms de l'économie du bout du Léman. Comme Firmenich, Vacheron Constantin, Procter & Gamble ou l'Association des entreprises de négoce de matières premières (Swiss Trading and Shipping Association).

En annonçant dans leur invitation la présentation d'«une étude battant en brèche quelques clichés», la CCIG et ses partenaires (l'Etat de Genève et la Banque Cantonale de Genève) avaient évidemment attisé les curiosités. Les principales conclusions des tra-

vaux de Vahan Garibian, chercheur à l'Université de Genève, se sont en plus avérées à la hauteur de l'événement.

Les deux atouts majeurs de Genève pour attirer des entreprises sont ainsi menacés. Mais rappelons d'abord quels sont les atouts les plus séducteurs de la Cité de Calvin: le critère fiscal reste la principale motivation d'une installation à Genève, suivi de près par le haut niveau de qualification de la main-d'œuvre disponible.

Le chercheur estime justement que deux échéances pèsent lourdement sur ces éléments: la troisième réforme de l'imposition des entreprises, dont l'entrée en vigueur est prévue entre 2017 et 2018, et la mise en œuvre de l'initiative populaire «Contre l'immigration de masse», approuvée par le peuple le 9 février 2014.

La réforme fiscale concernant les personnes morales aboutira il est vrai à l'abolition d'un traitement différencié au profit des sociétés dites «à statut» ou «mixtes». Il s'agit souvent de multinationales, effectuant au moins 80% de leurs recettes et de leurs dépenses en dehors de Suisse. Le succès de

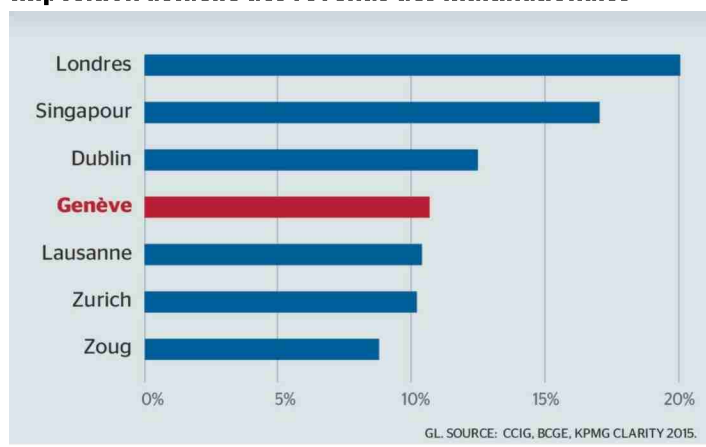
l'initiative de l'UDC (Union démocratique du centre) risque pour sa part d'imposer une limitation de la libre circulation des personnes entre l'Union européenne et la Suisse. Le recrutement de personnel qualifié deviendra donc plus complexe et des entreprises risquent d'être affaiblies dans toute la Suisse. Voire d'être dissuadées d'y rester.

Avant même le deuil complet de ses atouts les plus décisifs, Genève tend à séduire de moins en moins. Les indices de réduction d'effectifs dans des multinationales se multiplient. Et cela ne surprend guère. L'économie mondiale ralentit, tandis que la force du franc persiste. Il ressort en outre de l'étude, commandée par la CCIG, que Genève est la huitième ville la plus chère du monde en matière de loyers.

Ultime surprise. Alors que Singapour, Londres et Dublin sont souvent cités en exemple de rivaux menaçants, Lausanne se profilerait comme le principal concurrent de Genève. Un de ses principaux avantages: un marché immobilier plus hospitalier.



Imposition actuelle des revenus des multinationales



«Genève moins pénalisé que Zoug»

Le négoce de matières premières assure quelque 15 000 emplois directs et au moins 40 000 postes indirects à Genève. Plus d'un tiers des échanges de pétrole sur le marché libre se négocie au bout du Léman. Comment dès lors ne pas s'interroger sur les effets d'une chute de près de 60% des cours du brut depuis juin 2014 sur cette branche?

«Les résultats publiés par certaines entreprises se sont révélés stables, voire robustes.

A l'instar de Glencore, les sociétés d'extraction ont en fait plus souffert que celles de trading. Vu leur localisation respective, Genève s'est donc trouvé moins pénalisé que Zoug», indique le secrétaire général de Swiss Trading and Shipping Association, Stéphane Graber. Attirées par l'expertise genevoise dans le négoce de matières premières, des sociétés provenant de plusieurs continents cherchent d'ailleurs encore à s'installer dans la région. **P.R.K**